

22.01.2010 - 09:10 Uhr

Le marché suisse des fusions et acquisitions montre des signes de reprise au 4e trimestre 2009

Zurich (ots) -

«Mergers and Acquisitions Quarterly Switzerland»
d'Ernst & Young / Le contexte global indique une hausse des
opérations de fusions et acquisitions

Les opérations de fusions et acquisitions en termes de volume de transactions sont restées stables au cours du 4e trimestre 2009 comparé au même trimestre de l'année précédente. Toutefois, le nombre de transactions de fusions et d'acquisitions en Suisse a chuté de 25% en glissement annuel durant le 4e trimestre 2009. En regard du 3e trimestre 2009, le volume des fusions et acquisitions a quasiment doublé en augmentant de quelque USD 5 mrd au 4e trimestre 2009, alors que le nombre de transactions est quant à lui demeuré stable selon l'étude d'Ernst & Young Mergers and Acquisitions Quarterly Switzerland.

Jürg Stucker, Responsable de Mergers and Acquisitions chez Ernst & Young Suisse précise: «Différents indicateurs au cours de l'année 2009 ont révélé, durant le dernier trimestre, des signes positifs de reprise du marché des fusions et des acquisitions au vu du nombre croissant de transactions importantes. Les signaux économiques se concrétisant, on prévoit en Suisse une hausse modérée des opérations de fusions et acquisitions en 2010, en adéquation avec la croissance du PIB. Le domaine de la santé, le commerce de détail, la chimie au même titre que les assurances pourraient compter parmi les secteurs les plus actifs en 2010.»

La principale transaction de fusion et d'acquisition du 4e trimestre 2009 a sans conteste été la reprise de Sunrise Communications SA par France Telecom SA afin de créer un acteur solide sur le marché suisse des télécommunications.

Les secteurs les plus dynamiques en termes de nombres de transactions au cours du 4e trimestre 2009 ont été le domaine de la santé ainsi que les médias, la technologie et les télécommunications totalisant respectivement 17 et 15 fusions et acquisitions.

Le 4e trimestre 2009 s'est caractérisé par d'importantes transactions stratégiques. Il a débuté par l'une des plus grandes transactions dans le domaine des services financiers: l'achat en espèces de ING Bank (Suisse) SA par Julius Baer Groupe SA pour USD 504 mio. Suite à cette transaction, Julius Baer augmente de 10% les actifs sous gestion de l'ensemble de son portefeuille clients et renforce de manière significative sa présence sur le marché à Genève.

Stephan Haagmans, Responsable de Transaction Advisory Services - Financial Services Organization chez Ernst & Young Suisse: «Cette transaction s'inscrit dans la tendance de consolidation qui s'opère actuellement dans le secteur des banques privées suisses. En raison de la faiblesse économique actuelle, de la pression internationale qui s'exerce en permanence sur les centres financiers offshore et des incertitudes qui en résultent concernant l'avenir du secteur du

private banking offshore, nous nous attendons à ce que ce processus se poursuive durant les douze prochains mois.»

Les transactions de fusions et d'acquisitions évaluées à plus de USD 250 mio. ont encore progressé au cours du 4e trimestre 2009. En effet, tandis qu'au 3e trimestre 2009 seules 5 transactions étaient évaluées à plus de USD 250 mio., 11 transactions ont dépassé cette limite au trimestre dernier. Il n'y a pas eu d'autre trimestre en 2009 à avoir enregistré plus de 6 transactions dans cette catégorie, ce qui indique une convalescence des marchés.

D'une manière générale, l'émission de nouvelles actions s'est accrue afin de financer les transactions de fusions et d'acquisitions. A ce stade du cycle économique, les acheteurs acquièrent d'habitude des entreprises en recourant à des liquidités issues du financement de tiers dès lors que les coûts d'emprunt sont relativement bas. Cependant, des conditions d'emprunt sévères ont augmenté la proportion des opérations financées par actions. En 2009, 22% des transactions étaient payées en actions alors que 37% seulement étaient des transactions au comptant. Ceci est la proportion de transactions au comptant la plus faible depuis l'an 2000. En Europe, les transactions par échange d'actions ont représenté 41% de l'ensemble des opérations de fusions et d'acquisitions. Néanmoins, la plupart des grandes opérations d'acquisition effectuées par des acheteurs suisses au cours du dernier trimestre, en l'occurrence Julius Baer, Sonova et Logitech, étaient des transactions au comptant. Ceci dénote la force financière des entreprises suisses face au récent ralentissement économique.

Perspectives des opérations de fusions et acquisitions en 2010
Compte tenu des perspectives économiques actuelles, les sociétés, qui restent généralement prudentes, ont plutôt tendance à se concentrer sur les transactions de fusions et acquisitions à faible risque. C'est la raison pour laquelle on s'attend à un nombre croissant de fusions horizontales dès lors que ces transactions comportent moins de risque que des entrées dans de nouveaux segments de marché. Aussi, de nombreuses sociétés s'intéressent de plus en plus aux acquisitions dans la mesure où les perspectives de croissance organique ne suffisent plus qu'en marge et que les économies de coût potentielles sont déjà épuisées.

Actuellement, de nombreux acquéreurs ont tendance à s'appuyer sur les réserves de trésorerie existantes, les facilités d'emprunt déjà sécurisées et le cash flow opérationnel pour leurs acquisitions. Lorsqu'un financement additionnel est nécessaire, l'émission d'actions semble être privilégiée par rapport à un surcroît d'endettement. Les acheteurs cherchent à maintenir des bilans solides en évitant des ratios d'endettement élevés.

Bien que les sociétés de private equity disposent d'importants fonds d'investissement, on s'attend à ce qu'elles ne participent que de manière sélective aux transactions de fusions et acquisitions. En raison de la capacité d'emprunt réduite, les sociétés de private equity pourraient saisir des opportunités susceptibles de générer un retour sur investissement élevé en s'endettant peu lors de l'acquisition.

En outre, pour un nombre croissant d'acquéreurs, les valuations ont progressé trop rapidement ces derniers mois en considération des transactions de fusions et d'acquisitions et des perspectives économiques des sociétés cibles. Sous l'angle du vendeur, les évaluations de sociétés peuvent différer de manière significative du

fait que les vendeurs, en général, voient davantage leurs affaires dans une perspective haussière. Cette vue est encouragée par le fait que les évaluations des sociétés publiques sont plus proches des niveaux précédant la crise économique.

Etude d'Ernst & Young sur l'importance du capital

Selon une étude récente menée par Transaction Advisory Services d'Ernst & Young interrogeant près de 500 dirigeants dans le monde entier, l'environnement mondial des fusions et acquisitions progresse avec 33% des entreprises envisageant probablement ou très probablement d'acquérir d'autres sociétés dans les 12 prochains mois. En réalité, 25% comptent même le faire dans les six prochains mois.

L'étude menée en octobre 2009 Why capital matters - Building competitive advantage in uncertain times est sous-tendue par la première d'une série régulière d'études intitulées Capital confidence barometer, le capital comme baromètre de confiance. L'étude montre que, malgré les opportunités de transactions, 62% des entreprises jugent leur capacité d'agir restreinte par divers facteurs, y compris le financement qui fait défaut.

Louis Siegrist, Responsable de Transaction Advisory Services chez Ernst & Young Suisse, a déclaré: «Au cours des prochains mois, les opérations de fusions et acquisitions pourraient s'intensifier du fait que les entreprises disposent d'actifs non stratégiques, aux performances décevantes ou dépréciées. Ceux qui sont en position d'acheter ont la possibilité d'acquérir des parts de marché et d'accroître les bénéfices d'une manière encore impensable il y a deux ans.

Acheter n'est pas une option pour tous. Le capital n'est plus bon marché de nos jours et n'est pas disponible facilement - une dure réalité qui incite certains dirigeants à reconsidérer sérieusement leur stratégie. Nombreuses sont les entreprises qui ont réagi à la récession par des mesures à court terme en matière de liquidité et de coût. Aussi sensées soient-elles, elles sont néanmoins provisoires et accordent un peu de répit. Pour réussir, les sociétés doivent être résistantes et pouvoir s'adapter rapidement. Cela signifie aussi être capable de s'impliquer fortement pour trouver de nouvelles options de financement à une époque aux ressources limitées, renforcer les pôles d'activité et savoir prendre les décisions au bon moment.»

Il ressort de l'étude que le renforcement des activités de base constitue le principal moteur des transactions. Ainsi, 64% examinent la possibilité d'une acquisition pour cette raison et 50% des dirigeants envisagent cette option pour pénétrer de nouveaux marchés géographiques. Près de la moitié mentionne les Etats-Unis comme destination la plus attrayante en termes de marchés développés, alors que les marchés émergents étaient dominés par l'Inde (30%) et la Chine (27%).

Des personnes interrogées, 63% s'attendent à une accélération de la consolidation sectorielle dans les 12 prochains mois, tandis que 61% prévoient que le ralentissement économique révélera l'émergence de gagnants sectoriels à même d'exploiter au mieux les opportunités d'acquisition.

S'adapter à l'incertitude

Alors que la confiance dans les fusions et acquisitions renaît, l'étude reflète une note de prudence chez 70% des sociétés. Ces dernières s'attendent à une persistance du ralentissement conjoncturel à une large échelle au cours des 12 prochains mois - 40%

d'entre elles pensent même que la situation ne s'améliorera pas d'ici deux ans.

En outre, 53% des sondés pensent que les conditions de financement n'atteindront plus le niveau antérieur de la mi-2007 avant trois années au minimum; 19%, en revanche, estiment qu'il faudra même cinq ans ou plus pour retrouver ce niveau.

Louis Siegrist ajoute: «En 2010 aussi, il sera difficile de sécuriser les financements. De nouvelles pistes devront être explorées - des joint ventures aux introductions en Bourse. Dans cet environnement complexe et incertain, un solide programme de financement sera central pour la planification et la stratégie au sein des conseils d'administration. Ces derniers ont besoin de nouvelles compétences en termes de reporting sur la performance, de prévisions et de décisions stratégiques quant aux capitaux, une approche qui s'inscrira avec le temps dans la normalité des pratiques commerciales. Des secteurs d'activité de pointe se rendent compte que parmi les nouveaux risques il y a aussi des opportunités à saisir. En effet, la capacité de résistance doit être renforcée parallèlement à la capacité de réagir rapidement aux changements du marché.»

Dynamiser le programme des finances

Tandis que l'incertitude en matière d'évaluation, l'insuffisance des finances, la prudence des investisseurs et la rigueur des conseils d'administration sont citées comme obstacles courants aux affaires, la levée des fonds est considérée comme un facteur critique - 46% envisagent même des structures de négoce alternatives moins sujettes à un endettement.

«Nous constatons déjà que les dirigeants procèdent à une gestion plus ciblée, disciplinée et rigoureuse de leurs capitaux. Différentes options répondront à différents besoins, soit par le biais d'une restructuration opérationnelle, d'un désinvestissement ou d'une acquisition opportune - mais ne rien entreprendre et rester les bras croisés en ces temps difficiles n'est certes pas une stratégie de réussite», affirme Louis Siegrist.

Les plus rapides survivront

Dans un environnement où les problèmes continueront à exiger des calendriers toujours plus serrés, la rapidité d'agir est vitale pour réussir. Des dirigeants sondés, 45% prévoient une augmentation des actifs en détresse apparaissant sur le marché, alors que deux tiers d'entre eux ne pensent pas pouvoir agir à temps. Seuls 36% prétendent qu'ils sont prêts à réagir rapidement si la bonne occasion devait se présenter.

«Les conseils d'administration seront appelés maintenant à jongler avec de nouvelles exigences dans cet environnement. Ils doivent maintenir la confiance des investisseurs, battre la concurrence dans un contexte de capitaux limités, s'adapter aux conditions changeantes du marché et exploiter les perspectives de croissance. Les gagnants éviteront de sombrer dans l'inertie et utiliseront en toute confiance leurs capitaux à un moment où la rapidité décisionnelle pourrait faire la différence entre succès et échec», commente Louis Siegrist.

«Le marché opérera un tri entre les acteurs s'adaptant rapidement avec la volonté de réussir et ceux qui appliquent encore les anciennes règles aux nouvelles conditions de marché. Une réponse intelligente est requise, peu importe la taille de l'organisation. Les parts de marché, un peu à l'image du temps et de la marée, n'attendent personne.»

Bref portrait d'Ernst & Young

Ernst & Young est un des leaders mondiaux dans les domaines de l'assurance, la fiscalité, les transactions et le conseil. Nos 144'000 collaborateurs, répartis dans le monde entier, partagent les mêmes valeurs et un engagement inébranlable pour fournir une qualité de haut niveau. En Suisse, Ernst & Young est un des leaders en audit et en conseil. Elle offre également ses services dans les domaines de la fiscalité et du droit ainsi qu'en matière de transactions et de comptabilité. Nos 1'900 collaborateurs ont dégagé un chiffre d'affaires de CHF 546 millions pour l'exercice 2008/09. C'est en aidant nos collaborateurs, nos clients et les communautés auxquelles nous appartenons à donner le meilleur d'eux-mêmes que nous faisons la différence. Pour de plus amples informations, rendez-vous sur notre site Internet www.ey.com/ch.

Ernst & Young désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited, chacune d'entre elles étant une entité juridique séparée. Ernst & Young Global Limited, société britannique, ne fournit aucun service aux clients.

Contact:

Daniel Cavelti
Ernst & Young
Porte-parole
Tél.: +41/58/286'33'48
E-Mail: daniel.cavelti@ch.ey.com

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100016476/100596987> abgerufen werden.